

Travaux dirigés d'économie d'entreprise

Compléments, applications
et thèmes de réflexion

Premières G

Janine Meyer
Gilles Nabet
Hélène Delacroix-Saint-Cyr

dunod

TRAVAUX DIRIGÉS D'ÉCONOMIE D'ENTREPRISE

**Compléments, applications
et thèmes de réflexions**

Par

Janine MEYER

Docteur ès Sciences économiques
Maître assistant à l'I.U.T. de Paris V,
Département Gestion

Gilles NABET

Assistant à l'I.U.T. de Paris V,
Département Gestion

Hélène DELACROIX-SAINT-CYR

Agrégée des techniques économiques de gestion
Assistant à l'I.U.T. de Paris V,
Département Gestion

DEUXIÈME ÉDITION



Classes de première G

**Préparation aux examens
de l'enseignement technique économique
Promotion sociale**

dunod

Table des matières

Dossier 1 - Types et formes d'entreprises	1
Dossier 2 - L'entreprise, système global	15
Dossier 3 - Une entreprise face à son environnement	24
Dossier 4 - Structure et organisation de l'entreprise	48
Dossier 5 - Structures et organisations commerciales	66
Dossier 6 - Approvisionnements et stocks	75
Dossier 7 - La fonction financière	83
Dossier 8 - La fonction administrative	102
Dossier 9 - La fonction personnel	114
Dossier 10 - La fonction de production	119

© BORDAS, Paris, 1979-0412 790 408
ISBN : 2-04-010488-7

“ Toute représentation ou reproduction, intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur, ou de ses ayants-droit, ou ayants-cause, est illicite (loi du 11 mars 1957, alinéa 1^{er} de l'article 40). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal. La loi du 11 mars 1957 n'autorise, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, que les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective d'une part, et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration ”

1 Types et formes d'entreprises

I. PRESENTATION DU THEME

L'objectif de ce premier dossier est de prendre contact avec la réalité du monde des entreprises, à partir de documents d'ensemble et d'exemples d'entreprises françaises ou étrangères.

1. CRITERES DE CLASSEMENT.

La diversité et la complexité du phénomène économique de l'entreprise amène à classer les entreprises en "catégories homogènes" pour mieux les appréhender.

Le point important est donc la détermination des critères de classement (1) qui permettent d'aboutir à des "typologies" d'entreprises. Rappel des principaux critères :

a. CRITERES ECONOMIQUES.

- Critères de nature d'activité branches ou secteurs de l'activité économique, entreprise à activité unique, entreprise diversifiée...
- Critères de taille de l'entreprise .. effectifs, chiffre d'affaires, part de marché, etc...
- Critères d'efficacité productivité, rentabilité, taux de croissance, etc...

b. CRITERES AUTRES QU'ECONOMIQUES.

- Critère juridique propriété des capitaux;
- Critère technique nature du processus technologique;
- Critère sociologique mode d'organisation et de fonctionnement de l'entreprise.

N.B. : Il est fondamental de toujours rappeler le ou les critères au(x)quel(s) se rapporte la classification que l'on étudie.

2. METHODE DE TRAVAIL.

Les typologies ou classements d'entreprises se font essentiellement à partir de deux catégories de sources :

- des statistiques ou informations globales (exemple : les 5 000 premières entreprises industrielles en France - Le Nouvel Economiste - parution annuelle) ;
- des informations émanant d'une entreprise (documents d'exploitation, rapports de conseil d'administration, etc...).

(1) C'est-à-dire d'un caractère distinctif qui va devenir un point commun à un groupe d'entreprises que l'on pourra étudier globalement.

Il faut toujours :

- a. Situer la source d'information (notamment dans le temps).
- b. S'assurer de la signification des critères choisis.
- c. Définir l'objectif recherché dans l'exploitation de ces informations :

- faire des comparaisons

dans le temps
dans l'espace
entre branches ou secteurs
- réfléchir sur les causes ayant provoqué des modifications dans les classements étudiés (changements dans les critères retenus ou dans l'importance relative de tel ou tel critère).

II. APPLICATIONS

1. EN FONCTION DES CRITERES ECONOMIQUES.

a. DOCUMENTS.

- n° 1 - Définition des critères utilisés dans "Les 5 000"(Nouvel Economiste).

DÉFINITIONS COMPTABLES

Les capitaux propres :

capital (10)
+ réserves (11)
+ report à nouveau (12)
+ provisions réglementées (13)
+ subventions d'équipement (14)
+ provisions pour pertes et charges (15)
+ (différence de consolidation)

La définition comptable des capitaux propres est établie avant affectation des résultats à la clôture du dernier exercice. Dans le cas de groupes, ils sont présentés hors intérêts minoritaires.

Le chiffre d'affaires :

ventes (70)
+ ventes de déchets et rebuts (72)
- réduction sur ventes (73)
- taxes indirectes (622)

Le CA est publié hors taxes afin d'éliminer les différences de montant dues aux taux variables de la TVA suivant les secteurs.

Les résultats nets :

Hors intérêts minoritaires et après impôts (87)

La marge brute d'autofinancement :

Résultats nets (87)
+ dotation aux amortissements (681)
+ dotation aux provisions (685)
(exclusivement les dotations dotées en exploitation générale)

La valeur ajoutée :

Chiffre d'affaires (HT)
+ produits accessoires (76)
+ travaux faits par l'entreprise pour elle-même (780)
± variation des stocks
+ rabais, remises, ristournes, obtenus (74)
- achats (60)
- TFSE (63)
- transports et déplacements (64)
- frais divers de gestion (66)

Les produits financiers ainsi que les autres éléments qui ne sont pas rattachés directement à une activité industrielle ou commerciale ont été éliminés.

La consolidation

Les éléments liés à la possession sont calculés au prorata des participations et ceux liés à l'activité (c'est-à-dire l'influence d'une gestion) sont calculés par cumul.

● Les capitaux propres consolidés comprennent les capitaux propres de la société mère et la différence de consolidation (c'est-à-dire la situation nette des filiales au prorata de la participation, diminuée de la valeur des titres détenus par la société mère).

● Le résultat net consolidé comprend celui de la société mère et ceux des filiales diminués des dividendes versés par les filiales.

● Le chiffre d'affaires consolidé comprend les chiffres d'affaires cumulés des filiales et de la société mère, après élimination des échanges internes des produits financiers et des dividendes versés par les filiales.

● La marge brute d'autofinancement consolidée comprend les résultats nets de la société mère, les résultats des filiales, le cumul des amortissements : on en déduit les dividendes versés par les filiales.

● La valeur ajoutée est un cumul des valeurs ajoutées.

Dans la mesure du possible, les chiffres des sociétés sont présentés consolidés. Cette consolidation est d'autant plus indispensable que nombre de sociétés importantes sont passées sous la forme juridique de holding. Afin de ne pas comptabiliser deux fois les mêmes comptes au niveau d'un groupe et de ses filiales, ces dernières sont présentées sans numéro de rang dans le cas où le groupe figure déjà dans le secteur avec des chiffres consolidés. Pour faciliter les rapprochements, chaque filiale est présentée avec l'appartenance au groupe auquel elle appartient. Cette présentation répond à un double souci : présenter d'une part la véritable puissance d'un groupe ; montrer d'autre part comment se répartit cette puissance entre unités productrices ou commerciales distinctes.

Avec l'indication de l'affiliation, le lecteur peut ainsi reconstituer les composantes de chaque groupe dans les différents secteurs d'activité.

- n° 2 - Extrait des 500 premières entreprises industrielles françaises (Les dossiers de l'entreprise n° 15 - novembre 1969).

Exercice 1968

Rang Capitaux propres		RAISON SOCIALE	Secteur	Capitaux propres	Chiffres d'affaires	Rang	Efficacité (unités)	Rang	Résultats nets	Rang	Investissements	Rang
1969	1967											
1	1	RHONE POULENC*	CHI	4 382 523	5 927 896	4	92 830	2	326 440	2	599 884	5
2	2	FRANÇAISE DES PÉTROLES*	PET	3 677 000	7 706 000	2	24 000	13	532 000	1	1 200 000	2
3	3	ERAP ELF	PET	3 056 754	5 450 000*	6	15 980	25	—	—	1 835 000*	1
4	4	SAINT GOBAIN*	VER	2 977 651	4 541 388	10	100 000	1	114 767	5	306 229	12
5	5	PÉCHINEY	MNF	2 043 898	6 295 000*	3	6 526	77	89 483	7	145 600	25
6	6	PEUGEOT SA*	AUT	1 863 694	4 813 512	9	61 354	6	107 293	6	306 142	13
7	24	WENDEL SIDELOR	MET	1 836 394	4 065 410	11	47 184	8	—	—	241 162	14
8	16	CITROEN SA	AUT	1 764 948	3 836 000	13	—	—	4 863	174	—	—
9	13	GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ	ELE	1 557 202	5 509 546	5	77 200	3	81 907	9	198 000	19
10	12	SHELL FRANÇAISE	PET	1 491 000	3 915 000	12	—	—	89 000	8	481 000	8
11	7	UGINE KUHLMANN	CHI	1 481 883	4 917 442*	8	28 530	11	71 404	12	236 000	16
12	9	RENAULT	AUT	1 329 484	9 580 000*	1	76 060	5	20 079	41	532 818	6
13	8	USINOR	MET	1 320 251	3 102 000	16	35 308	9	16 554	52	333 000	11
14	10	FRANÇAISE DE RAFFINAGE (CFP)	PET	1 198 274	3 743 752*	14	3 504	151	73 529	11	458 000	9
15	11	ESSO STANDARD*	PET	1 173 600	2 530 800	20	5 469	97	66 800	13	170 100	23
16	19	THOMSON BRANDT* (y compris CSF) ●	ELE	1 157 300	5 122 800	7	76 136	4	16 000	54	81 885	37
17	14	PÉTROLES D'AQUITAINE*	PET	1 147 000	1 326 000	36	4 300	124	277 000	3	730 000	3
18	15	VALLOUREC*	MET	1 133 753	2 362 719	23	20 980	18	10 297	90	107 638	29
19	17	SIMCA	AUT	858 550	2 664 531	18	22 318	15	31 841	24	112 675	27
20	68	AGACHE WILLOT*	TEX	791 938	1 500 000	33	22 000	17	18 200	46	35 000	78
21	22	IBM FRANCE	ELE	752 068	2 586 393	19	14 105	31	134 930	4	520 440	7
22	57	ROUSSEL UCLAF* ●	CHI	742 274	963 971	52	13 663	33	35 868	22	46 200	62
23	20	GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE*	TRA	730 922	826 591	58	7 891	60	- 2 158	—	163 400	24
24	33	PENARROYA*	MNF	730 880	1 083 172	46	16 431	24	24 108	34	96 760	34
25	23	PÉTROLES BP*	PET	699 826	2 453 000	21	5 760	91	20 240	40	240 000	16
26	21	AIR FRANCE	TRA	696 305	2 444 005	22	25 816	12	- 16 102	454	604 282	4
27	32	COMPAGNIE DES COMPTEURS*	ELE	676 764	1 016 155	51	20 024	19	4 590	188	46 510	61
28	26	PÉCHINEY SAINT GOBAIN	CHI	664 743	1 805 351	27	11 500	37	9 172	99	103 243	31
29	—	LYONNAISE DES EAUX	SEP	647 710	218 273	225	1 584	—	15 703	56	—	—
30	46	LESTEUR COTELLE*	ALI	631 610	1 623 656	31	7 150	69	38 872	21	80 067	40

(Tous les chiffres sont en milliers de francs)

Note : Les chiffres sont consolidés lorsqu'un * figure à côté du nom de l'entreprise.
 Dans le cas où seul un résultat est consolidé, ce signe est accolé au chiffre.
 ● Les Sociétés dont le nom est suivi d'un point, font l'objet d'une étude plus détaillée.

- n° 3 - Extrait du classement des 5 000 premières sociétés françaises et européennes (Les dossiers de l'entreprise - novembre 1974).

Exercice 1973

Rang	RAISON SOCIALE	Secteur Consolidé	Capitaux propres	Chiffre d'affaires	Rang	Effectifs	Rang	Cash-flow	Rang	Valeur ajoutée	Bénéfices déclarés
<i>en milliers de francs</i>											
1	EDF	SEP	30 984 468	17 686 000	2	96 948	7	4 061 000	1	12 791 000	44 779
-	PTT	SEP	9 344 411	18 479 454	-	309 197	-	3 959 237	-	15 595 614	2 039 752
2	RHONE-POULENC S.A.	CHI C	7 461 000	14 643 000	6	116 531	4	1 814 000	4	-	593 000
3	PETROLES (CIE FRANÇAISE DES)	PET C	6 963 016	18 015 833	1	27 000	21	2 641 991	3	7 732 149	874 284
4	ELF-ERAP	PET C	6 786 000	12 729 000	9	20 426	33	2 696 000	2	5 772 000	461 000
5	PECHINEY UGINE-KUHLMANN	MNF C	6 275 400	16 027 000	3	103 000	5	1 302 300	8	-	365 300
6	SAINT-GOBAIN-PONT-A-MOUSSON	VER C	6 104 353	15 741 022	4	139 587	2	1 406 515	5	-	612 730
-	PETROLES (CIE FRANÇAISES DES) (CFP)	PET	4 714 673	4 966 705	-	1 404	-	757 140	-	3 175 020	548 019
-	RHONE-POULENC SA (Rhône-Poulenc)	CHI	4 377 358	-	-	-	-	-	-	-	218 221
7	DENAIN NORD-EST LONGWY	SID C	3 675 054	12 251 647	11	84 000	11	1 349 253	7	5 681 156	287 518
8	GAZ DE FRANCE	SEP	3 242 353	4 465 098	23	26 951	22	936 206	15	2 788 596	-
9	BSN GERVAIS DANONE	ALI C	3 232 019	9 312 968	13	74 000	13	995 600	13	4 568 330	266 628
10	PEUGEOT (GROUPE)	AUT C	3 117 586	12 514 027	10	95 750	9	999 300	12	-	322 960
11	SNCF	TRA	2 962 353	15 153 104	5	283 282	1	1 395 720	6	12 806 523	285 313
-	SNPA (ELF-ERAP)	PET C	2 562 160	2 941 158	-	8 500	-	1 020 486	-	1 536 510	438 381
12	SHELL FRANCE (Dutchshell ; AL)	PET C	2 461 000	10 572 000	12	8 855	82	1 091 000	11	4 808 000	22 000
-	USINOR (DNEL)	SID C	2 459 830	8 215 466	-	40 897	-	1 131 088	-	3 561 231	168 118
13	SEITA	DIV	2 441 420	1 819 244	64	10 642	63	148 882	48	-	41 053
-	RAFFINAGE (CIE FRANÇAISE DE) (CFP)	PET	2 428 498	7 538 368	-	4 513	-	810 612	-	1 423 748	93 224
-	SNPA (ELF-ERAP)	PET	2 349 744	1 825 892	-	4 634	-	663 501	-	-	350 651
14	RENAULT (REGIE NLE DES USINES) (RNUR)	AUT	2 245 924	13 901 625	7	97 518	6	1 133 721	10	5 195 873	56 901
15	ELECTRICITE (CIE GENERALE D')	ELE C	2 216 300	12 855 000	8	127 000	3	949 000	14	5 624 000	143 100
16	IBM FRANCE (CIE) (IBM Corp. ; USA)	ELE C	2 126 436	5 440 742	18	18 550	40	1 300 317	9	-	418 690
17	SACILOR	SID C	2 116 934	6 727 000	17	48 813	15	491 519	22	2 905 709	46 716
18	AIR LIQUIDE (L')	DIV C	1 844 674	3 726 041	31	24 000	26	455 809	24	-	220 551
19	NICKEL (LE)	MNF C	1 781 206	4 034 446	27	19 000	38	311 884	29	-	87 628
-	PEUGEOT (AUTOMOBILES) (Peugeot)	AUT	1 644 293	9 024 387	-	60 645	-	686 243	-	3 122 333	215 092
20	CITROEN SA (Citroën)	AUT	1 617 718	-	479	-	445	-	480	-	54 409
21	ESSO STANDARD (Exxon Corp. ; USA)	PET C	1 615 300	5 150 800	20	5 111	141	652 000	18	1 239 300	25 300
22	FRANCE (CHARBONNAGES DE)	EXT	1 590 000	4 359 000	24	95 927	8	458 000	23	2 680 000	126 000
-	RHONE-PROGIL (Rhône-Poulenc)	CHI	1 524 589	3 645 330	-	17 166	-	336 862	-	-	134 014
23	MINIERE ET CHIMIQUE (ENT.)	CHI C	1 490 942	3 222 988	39	16 576	44	201 200	38	1 136 980	-
-	ESSO STANDARD (Esso Stand.)	PET	1 438 650	5 143 800	-	4 851	-	633 000	-	1 119 100	58 045
-	MINIERE ET CHIMIQUE (ENT.) (EMC)	CHI	1 426 771	-	-	46	-	593	-	7 917	-
-	SOLLAC (LORRAINE LAM. CONT.) (Sacilor)	SID	1 410 487	3 377 750	-	-	-	227 774	-	-	-
24	THOMSON-BRANDT	ELE C	1 384 478	8 946 000	14	85 800	10	582 291	18	-	217 223
25	AIR FRANCE	TRA	1 328 745	4 594 185	22	29 997	19	407 315	25	2 598 591	12 080
26	CITROEN (SA AUTOMOBILES) (Citroën SA)	AUT	1 289 250	7 073 946	16	60 803	14	559 285	19	2 660 312	231 938
27	GIAT	MEC C	1 250 000	1 760 000	66	18 500	45	-	460	650 000	-
-	SAINT GOBAIN INDUSTRIES (SGPM)	VER	1 211 079	1 337 187	-	-	-	182 814	-	-	56 361

A : Chiffre d'affaires seul consolidé. B : Chiffre d'affaires, effectifs consolidés. C : Tous les résultats consolidés.
D : Capitaux propres, effectifs et chiffre d'affaires consolidés.

- n° 4 - "Les 500 premiers groupes français" (Extrait du : Nouvel Economiste 1977 - Spécial 5 000).

Exercice 1976

Rang	RAISON SOCIALE	Secteur	Conso- loration	Capitaux propres	Chiffre d'affaires	Rang	M.B.A	Rang	Resultat net	Effectifs	C. A. 1 ^{er} Sem exercice en cours	% evolution
1	EDF	SEP		35 256 458	31 684 586	005	5 819 713	001	-655 016	100 282		
-	PTT (ETAT)	SEP	C	15 316 834	40 894 715	-	8 258 974	-	2 103 355	424 398	18 644 831	21,50
2	ELF AQUITAINE-STE NATIONALE	PET	C	11 969 000	35 969 000	003	4 976 000	002	1 479 000	36 000	16 324 000	24,90
3	FRANÇAISE DES PETROLES-CIE(S)	PET	C	10 888 808	47 383 425	001	2 876 100	005	-8 694	44 000		
-	ELF AQUITAINE-STE NATIONALE (SNEA)	PET		10 887 298	2 150 000	-		-	840 427			
4	SAINT-GOBAIN PONT-A-MOUSSON	DIV	C	8 801 248	28 538 894	006	1 827 061	006	433 346	160 075	16 047 000	37,80
5	MICHELIN-GROUPE	CAQ	C	7 162 080	15 758 706	015	3 110 264	004	707 470			
6	RHONE-POULENC	CHI	C	6 848 000	21 736 000	010	982 000	015	-364 000	113 500	12 324 000	14,00
7	PECHINEY UGINE KUHLMANN	MNF	C	6 608 800	22 254 600	009	1 039 100	012	152 700	97 500	13 752 000	29,00
8	PSA PEUGEOT CITROEN	AUT	C	6 335 340	35 065 857	004	3 466 385	003	1 371 831	185 875		
9	GAZ DE FRANCE	SEP		5 927 744	9 387 416	020	1 493 119	009	18 898	27 520	5 392 753	17,90
-	FRANÇAISE DES PETROLES-CIE (CFP)	PET		5 623 247	17 371 770	-	869 335	-	236 913	1 561	9 400 000	13,20
-	SAINT GOBAIN PONT A MOUSSON (SGPMI)48	DIV		5 586 972		-	323 025	-	316 290	196		
-	USINOR (DNEL)	SID	C	5 231 363	13 598 729	-	-427 014	-	-2 615 250			
10	SHELL FRANCE (RD SCHELL : NL)	PET	C	4 105 000	21 618 000	011	1 093 000	011	35 000	8 009		
-	USINOR (USINOR)	SID		3 881 497	9 736 450	-	-767 879	-	-1 245 024	41 685	5 100 000	7,70
11	DENAIN NORD EST LONGWY	SID	C	3 426 946	19 676 097	013	1 115 227	010	-1 609 350			
12	SACILOR	SID	C	3 413 419	8 531 445	024	-936 630	500	-1 485 875	48 568	4 169 000	4,80
-	RAFFINAGE-CIE FRSE DE (CFP)	PET		3 162 898	17 704 486	-	672 666	-		4 631	14 877 268	19,20
13	IBM FRANCE-CIE (IBM WTE, USA)	ELE		3 120 272	8 779 710	022	1 753 541	008	648 976	19 382		
14	RENAULT-REGIE NALE DES USINES	AUT		3 040 740	44 639 600	002	1 790 192	007	610 685	241 259		
-	PSA PEUGEOT CITROEN (PSA PEUG, J)48	AUT		2 925 392		-	316 527	-	327 595	27		
15	ELECTRICITE-CIE GENERALE D)8	ELE	C	2 878 708	27 595 000	007	985 418	014	227 700	171 200	9 723 000	14,00
-	PEUGEOT-AUTOMOBILES (PSA PEUG)	AUT	C	2 846 201	17 653 712	-	1 611 162	-	716 206	73 223	9 851 194	22,60
-	PEUGEOT-AUTOMOBILES (AUT PEUG)	AUT		2 590 001	16 030 457	-	1 446 490	-	531 663	61 070		
16	SEITA	DIV		2 583 985	2 771 003	071	129 473	079	-7 547	11 425	1 278 319	-18,70
-	BSN GERVAIS DANONE (BSN)	ALI		2 583 566	1 336 368	-	142 215	-	59 340	8 569	828 034	22,50
-	SACILOR (SACILOR)	SID		2 534 337	8 572 014	-	-438 602	-	-722 771	31 825	4 549 412	7,70
17	ESSO SAF (EXXON CORP, USA)	PET	C	2 440 000	14 142 300	017	987 000	013	140 100	4 813	5 748 000	13,40
18	SCHNEIDER SA	MEC	C	2 439 000	19 900 000	012	612 100	024	51 100	117 000		
19	BSN GD	ALI	C	2 341 781	11 755 192	018	671 000	021	46 184	61 809	6 604 000	15,50
20	IMETAL	MNF	C	2 312 000	6 567 241	031	491 623	028	170 850	20 000		
21	SOLMER	SID		2 311 219	1 629 450	125		445		6 744		
-	VALLOUREC S.A. (DNEL)	SID	C	2 197 836	7 960 862	-	481 061	-	112 862	35 000	2 468 000	-8,30
-	CITROEN SA AUTOMOBILES (PSA PEUG)	AUT	C	2 163 158	13 695 819	-	1 353 816	-	405 151	75 126		
-	SOLLAC (SACILOR)7	SID		2 155 327		-		-		16 350		
-	ESSO SAF (ESSO SAF)	PET		2 138 000	14 130 000	-	778 000	-	99 500	4 538		
22	THOMSON-BRANDT	ELE	C	2 034 214	16 864 675	014	816 017	020	209 897	98 865	9 098 100	13,40
-	CITROEN SA AUTOMOBILES (AU CITROEN)	AUT		2 013 102	11 241 354	-	1 118 265	-	297 560	52 034	6 949 433	19,50
23	SNCF	TRA		1 909 093	23 704 223	008	829 641	019	-1 115 851	272 178	13 151 761	18,70
24	MINIERE ET CHIMIQUE-ENT	CHI	C	1 882 890	4 719 118	042	342 024	035	96 868	15 378	2 171 090	13,80
25	AIR LIQUIDE-L	DIV	C	1 880 809	6 038 205	035	597 504	026	233 064			
26	GIAT	MEC	C	1 780 690	2 844 906	078		445		16 920		
27	EAUX-CIE GENERALE DES	SEP	C	1 762 300	8 608 000	030	620 000	022	151 700			
28	ALSTHOM ATLANTIQUE	DIV	C	1 669 447	7 823 300	028	915 300	016	78 900	43 733		
-	IMETAL (IMETAL)48	MNF		1 668 000		-	41 942	-	41 579	78		
29	FRANÇAISE DES PETROLES BP (BP CO LTD ; GB)	PET		1 645 313	9 118 451	021	176 962	067	-958	5 744	5 105 607	15,70
-	ELECTRICITE-CIE GENERALE D (CGE)48	ELE		1 639 819		-		-	115 505	401		
-	MICHELIN-MANUF FSE DES PNEUS (MICHELIN)	CAQ		1 556 816	7 387 958	-	439 717	-		115 430		
-	VALLOUREC SA (VALLOUREC)	SID		1 530 025	4 271 979	-	223 234	-	58 421	15 906	2 038 361	-12,30
-	DNEL (DNEL)48	SID		1 529 457		-	64 917	-	60 229	43		
30	NICKEL SLN-LE	MNF		1 511 109	1 247 845	158	276 000	044	31 464	4 447	778 000	42,00

- n° 5 - Extrait des 500 premières entreprises mondiales (source : *Usine Nouvelle* - 15 décembre 1973).

LES 500

RANG	ENTREPRISE	NATIONALITE	ACTIVITE	CHIFFRE D'AFFAIRES (en 1 000 \$)	ACTIFS (en 1 000 \$)	PROFITS NETS (en 1 000 \$)	CAPITAL (en 1 000 \$)	EFFEC-TIFS	
1971	1972								
1	1	General Motors	Etats-Unis	Automobile	30 435 231	18 273 382	2 162 807	11 682 879	759 543
2	2	Exxon	Etats-Unis	Pétrole	20 309 753	21 558 257	1 531 770	12 269 469	141 000
3	3	Ford	Etats-Unis	Automobile	20 194 400	11 634 000	870 000	5 961 300	442 607
4	4	Royal Dutch/Shell	Grande-Bretagne Pays-Bas	Pétrole - Chimie	14 060 307	20 066 802	704 566	9 344 033	174 000
5	5	General Electric	Etats-Unis	Equipement électrique - Electronique	10 239 500	7 401 800	530 000	3 084 600	369 000
8	6	Chrysler	Etats-Unis	Automobile	9 759 129	5 497 331	220 455	2 489 012	244 844
6	7	IBM	Etats-Unis	Electronique	9 532 593	10 792 402	1 279 268	7 565 895	262 152
7	8	Mobil Oil	Etats-Unis	Pétrole	9 166 332	9 216 713	574 199	5 145 400	75 400
10	9	Unilever	Grande-Bretagne Pays-Bas	Produits alimentaires - Détergents - Produits de toilette	8 864 440	4 680 738	331 869	2 298 692	337 000
9	10	Texaco	Etats-Unis	Pétrole	8 692 991	12 032 174	889 040	7 174 882	76 496
11	11	ITT	Etats-Unis	Electronique	8 556 826	8 617 897	483 303	3 620 061	428 000
12	12	Western Electric	Etats-Unis	Equipement électrique - Electronique	6 551 183	4 309 899	282 941	2 905 048	205 665
13	13	Gulf Oil	Etats-Unis	Pétrole	6 243 000	9 324 000	197 000	5 409 000	57 500
15	14	Philips	Pays-Bas	Equipement électrique - Electronique	6 207 009	6 857 254	223 427	2 302 225	371 000
16	15	Standard Oil of California	Etats-Unis	Pétrole	5 829 487	8 084 193	547 070	5 220 719	41 497
14	16	British Petroleum	Grande-Bretagne	Pétrole - Chimie	5 711 555	8 161 413	175 813	3 765 957	70 000
18	17	US Steel	Etats-Unis	Sidérurgie	5 401 773	6 570 009	156 988	3 577 483	176 486
20	18	Nippon Steel	Japon	Sidérurgie	5 364 332	8 622 916	68 155	1 185 218	98 714
19	19	Westinghouse	Etats-Unis	Electronique	5 086 621	3 843 291	198 667	1 930 119	183 768
17	20	Volkswagen	R.F.A.	Automobile	5 016 949	3 493 583	59 952	1 117 184	192 083
24	21	Siemens	R.F.A.	Equipement électrique	4 712 910	4 263 094	124 694	1 157 921	301 000
21	22	Standard Oil (Ind)	Etats-Unis	Pétrole	4 503 372	6 186 242	374 740	3 798 921	46 627
23	23	Du Pont de Nemours	Etats-Unis	Chimie	4 365 900	4 283 700	414 500	3 268 000	111 052
27	24	Hitachi	Japon	Equipement électrique	4 353 643	6 272 115	210 913	1 576 259	151 348
25	25	ICI	Grande-Bretagne	Chimie	4 236 275	5 487 041	229 082	2 245 158	199 000

- n° 6 - L'Europe dans le monde : l'Amérique contre-attaque (source : "Europe-Compétition" - *L'Expansion*, novembre 1977).

(chiffre d'affaires 1976 en milliards de francs. 1 dollar = 4,95 francs)

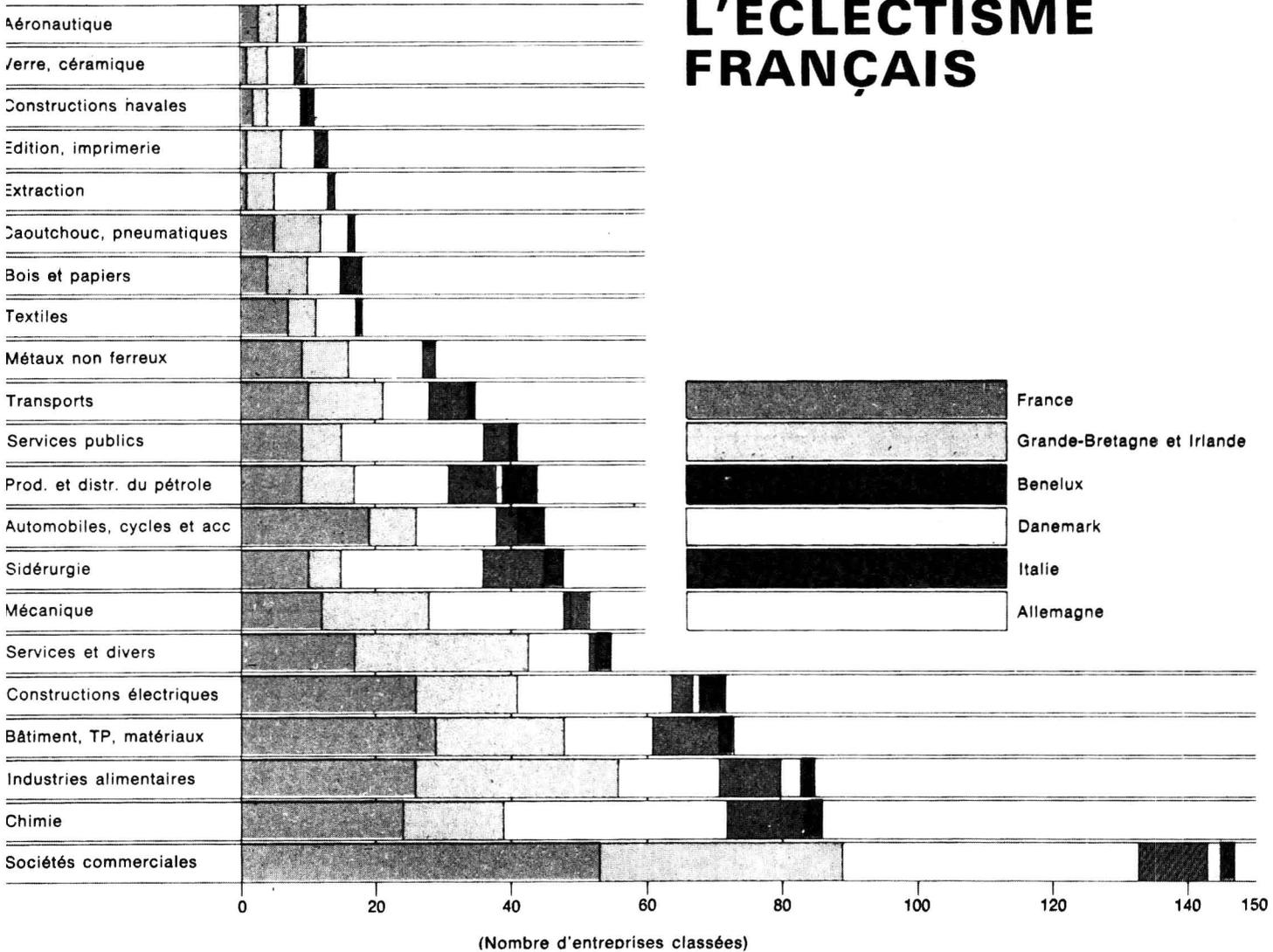
Exxon	E-U	255	US Steel	E-U	43
General Motors	E-U	234	Bayer	All.	43
RD-Shell	GB-Holl.	167	Siemens	All.	43
Ford	E-U	143	Thyssen	All.	42
Texaco	E-U	131	Atlantic Richfield	E-U	41
Mobil	E-U	129	Du Pont de Nemours	E-U	41
National Iran Oil	Iran	97	Nippon Steel	Jap.	40
Standard Oil (Calif.)	E-U	96	Continental Oil	E-U	39
British Petroleum	G-B	88	Daimler-Benz	All.	38
Gulf Oil	E-U	81	Nestlé	Suisse	38
IBM	E-U	80	Toyota	Jap.	38
General Electric	E-U	77	Petrobras	Brésil	36
Chrysler	E-U	77	Elf-Aquitaine	Fr.	35
Unilever	G-B-Holl.	73	Peugeot-Citroën	Fr.	35
Philips	Holl.	61	Western Electric	E-U	34
ITT	E-U	58	ICI	G-B	34
Standard Oil (Ind.)	E-U	57	Hitachi	Jap.	33
Fiat	It.	51	BAT Industries	G-B	33
Hoechst	All.	49	Nissan	Jap.	32
Française des Pétroles	Fr.	47	Procter & Gamble	E-U	32
ENI	It.	47	Tenneco	E-U	31
Volkswagen	All.	45	Union Carbide	E-U	31
Pétroles de Venezuela	Venez.	45	Westinghouse	E-U	30
Renault	Fr.	44	Mitsubishi Heavy Industries	Jap.	30
BASF	All.	44	Saint-Gobain-Pont-à-Mousson	Fr.	28

- n° 7 - Les 500 premières européennes -

1. Classements par chiffre d'affaires - Exercice 1976

Neuf cent vingt-trois sociétés de l'Europe des Neuf ont un chiffre d'affaires supérieur à un milliard de francs. Mais chacune a sa spécialité : la Grande-Bretagne devient une championne de l'industrie alimentaire, tandis que l'Allemagne demeure le poids lourd européen de la chimie.

L'ÉCLECTISME FRANÇAIS



Nombre de sociétés par secteurs d'activité et par pays

Source : *Le Nouvel Economiste* - Spécial 5 000 - novembre 1977.

Pays	Nombre de firmes	Pays	Nombre de firmes
Allemagne	121	Finlande (F)	14
Grande-Bretagne (GB)	120,5	« Europe »* (EUR)	8
France (F)	74,5	Autriche (A)	7
Suède (S)	43	Danemark (DK)	6
Pays-Bas (NL)	24	Norvège (N)	6
Suisse (CH)	19	Irlande (IRL)	1
Espagne (E)	18	Liechtenstein (FL)	1
Belgique (B)	17,5	Luxembourg (L)	1
Italie (I)	17,5	Portugal (P)	1

Source : *Vision*, octobre 1977.

2 - Classements par rentabilité - Exercice 1976

LES TIERCÉS DE LA RENTABILITE

(les trois rentabilités les plus élevées dans chaque secteur)

	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e
AUTOMOBILE	DAIMLER-BENZ (Allemagne)	BMW (Allemagne)	VOLKSWAGEN (Allemagne)
PNEUMATIQUES	MICHELIN (France)	PIRELLI (Italie)	DUNLOP (Grande-Bretagne)
ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE	BOSCH (Allemagne)	FERODO (France)	SMITHS INDUSTRIES (Grande-Bretagne)
TRANSPORTS AÉRIENS	UTA (France)	LUFTHANSA (Allemagne)	BRITISH AIRWAYS (Grande-Bretagne)
CHIMIE	ICI (Grande-Bretagne)	LAPORTE (Grande-Bretagne)	ROUSSELOT (France)
GAZ INDUSTRIELS	L'AIR LIQUIDE (France)	AGA (Suède)	BRITISH OXYGEN (Grande-Bretagne)
PHARMACIE	BEECHAM (Grande-Bretagne)	GLAXO (Grande-Bretagne)	BEIERSDORF (Allemagne)
TEXTILE	COATS PATONS (Grande-Bretagne)	COURTAULDS (Grande-Bretagne)	GIRMES WERKE (Allemagne)
SIDÉRURGIE	MANNESMANN (Allemagne)	THYSSEN (Allemagne)	COCKERILL (Belgique)
MÉTAUX NON FERREUX	RTZ (Grande-Bretagne)	IMÉTAL (France)	ALUSUISSE (Suisse)
MÉCANIQUE	KHD (Allemagne)	BABCOCK & WILCOX (Grande-Bretagne)	TUBE INVESTMENTS (Grande-Bretagne)
CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE	THORN (Grande-Bretagne)	THOMSON (France)	GENERAL ELECTRIC (Grande-Bretagne)
BÂTIMENT & TP	DUMEZ (France)	SAE (France)	RICHARD COSTAIN (Grande-Bretagne)
ALIMENTATION	RECKITT & COLMAN (Grande-Bretagne)	ASSOC. BRITISH FOODS (Grande-Bretagne)	DISTILLERS (Grande-Bretagne)
DISTRIBUTION	ASDA (Grande-Bretagne)	CASINO (France)	CARREFOUR (France)
TOTAL DES CITATIONS			
GRANDE-BRETAGNE	FRANCE	ALLEMAGNE	AUTRES PAYS
20	11	10	4

Source : "Europe-Compétition", *L'Expansion*, n° 112, novembre 1977 .

- n° 8 - Le P.N.B. (Produit national brut).

1976		
FRANCE - Milliards de F		1 657
ETATS-UNIS - Milliards de \$		1 692
GRANDE-BRETAGNE "	"	101
République Fédérale		
d'ALLEMAGNE "	"	453

b - QUESTIONS

1. Que représente, par rapport au PNB, le chiffre d'affaires des 5 premières entreprises, en FRANCE, aux ETATS-UNIS, en GRANDE-BRETAGNE, en ALLEMAGNE ?

2. Le poids économique des dix premiers groupes français a-t-il changé de façon significative entre 1968 et 1973 ? entre 1973 et 1976 ?

3. Dans les 25 premières entreprises françaises, combien y-a-t-il d'entreprises pétrolières en 1969, en 1973, en 1976 ? Constatez-vous des changements significatifs ? Combien y-a-t-il d'entreprises pétrolières parmi les 25 premières entreprises mondiales ? Combien d'entreprises pétrolières françaises s'y retrouvent (comparer les chiffres d'affaires de ces différentes entreprises, leur rentabilité) ?

4. Mêmes questions pour le secteur automobile.

5. Dans l'économie française, quels sont les secteurs qui ont connu les plus forts mouvements de restructuration entre 1969 et 1976 ? Pour quelles raisons ?

6. Comment peut-on expliquer que les entreprises anglaises soient parmi les mieux placées en EUROPE (tant par la taille que par les performances économiques et financières) alors que l'économie anglaise a connu les plus faibles taux de croissance dans la période 1971-1976 ?

Taux de croissance annuel moyen du PIB Gde-Bretagne : 1,89
 France : 3,89
 R.F.A. : 2,49

7. En utilisant les mêmes documents, réfléchissez aux questions suivantes :

a. Quel est l'effectif total employé par les 25 premiers groupes français en 1973 par rapport à la population active totale de la France (21,5 millions en 1973 - 21,8 millions en 1975) en 1976 ?

b. La restructuration de la branche textile dans l'entreprise R.P.(1)risque de se traduire par la suppression de plusieurs milliers d'emplois - Le document suivant montre que cette industrie devient de plus en plus capitaliste - Qu'est-ce que cela signifie ? Le critère "effectifs" reste-t-il un critère valable pour classer les entreprises ?

De plus en plus capitaliste		
Dans l'industrie textile, l'emploi a chuté, tandis que chiffre d'affaires, valeur ajoutée et investissement par salarié bondissaient.		
Pays	Nombre de salariés du textile en 1976	Variation par rapport à 1964 (= 100) en %
GB	479 000	- 35
I	345 000	- 20
D	342 000	- 38
F	330 000	- 20
B	79 000	- 39
S	47 500	- 50
NL	45 000	- 52
IRL	19 000	- 14
DK	16 000	- 30

Source : *Vision*, octobre 1977 .

(1) Rhône-Poulenc

IMPORTANCE DE LA PRODUCTION DES ENTREPRISES PUBLIQUES DANS LE TOTAL DE LA PRODUCTION	SITUATION	BRANCHES INTERESSEES
Plus de 80%	Monopole	Tabac manufacturé et allumettes, houille, lignite et agglomérés, gaz distribué, électricité, gaz naturel, service des télécommunications.
Entre 40% et 80%	Très importante	Produits de la cokéfaction, autoéquipement mécanique et électrique, produits de la construction aéronautique, armement et munitions, minéraux divers, transports terrestres, transports maritimes et aériens.
Entre 20% et 40%	Importante	Pétrole brut, automobile, chimie minérale, services de santé.
Entre 5% et 20%	Secondaire	Appareils ménagers, chimie organique, bâtiments, travaux publics, auxiliaires de transports, service du logement, services rendus aux entreprises.

n° 10. Les grandes entreprises nationales. (Source : Système élargi de comptabilité nationale. Méthodes - Collections de l'I.N.S.E.E. - Série C - n° 44-45 - mai 1976).

DEFINITIONS

Le groupe des sociétés et quasi-sociétés publiques est très hétérogène : les entreprises qu'il contient sont de tailles très inégales ; de plus, certaines gèrent des services publics économiquement très importants (comme la SNCF) alors que d'autres exercent leur activité dans des secteurs relativement moins décisifs pour le développement de l'économie (comme le Groupe de l'Agence Havas). Enfin, le comportement des sociétés publiques varie considérablement, selon la situation qu'elles occupent dans leur secteur d'activité : monopole de fait (comme EDF) ou concurrence avec des sociétés privées d'importance au moins égale (comme dans le secteur pétrolier).

C'est pourquoi l'on préfère réaliser d'abord une autre décomposition du secteur institutionnel des sociétés et quasi-sociétés non financières, en isolant un petit nombre de sociétés ou quasi-sociétés publiques qui satisfont aux critères économiques suivants :

- elles ont une position monopolistique dans l'un des secteurs de base ou de pointe de l'économie, de sorte que leur activité détermine ou entraîne le développement général ;
- elles ont une taille suffisamment importante pour que leur activité soit prise en compte de façon distincte dans l'analyse macroéconomique ;
- elles sont sous la dépendance directe de l'Etat, en particulier pour tout ce qui concerne leurs tarifs, leurs investissements et leur financement.

Cet ensemble restreint, dénommé "Grandes entreprises nationales", présente l'avantage de regrouper exclusivement les entreprises à travers lesquelles l'Etat peut exercer une action directe sur l'équilibre et le développement de l'économie. On peut envisager en outre, pour de telles entreprises, une étude individuelle détaillée, tant pour le passé que pour l'avenir à court ou moyen terme.

L'ensemble complémentaire des grandes entreprises nationales est appelé "Sociétés et quasi-sociétés non financières (hors Grandes Entreprises Nationales)".

Les "grandes entreprises nationales" sont les suivantes :

- . Energie :
 - Charbonnages de France
 - EDF
 - GDF
- . Transports publics :
 - SNCF
 - RATP
 - Air France
 - Air Inter
- . Postes et télécommunications :
 - PTT

- n° 11 - Les entreprises publiques du secteur des transports. (Source : *Les Notices de la Documentation française* - mai 1972).

"La Société Nationale des Chemins de Fer Français a trente-cinq ans : sa date de naissance remonte en effet à la signature de la convention du 31 août 1937. La S.N.C.F. restera, jusqu'en 1982, une société d'économie mixte dont l'Etat détient 51% des actions. Ce système est en principe de durée limitée et doit cesser au 31 décembre 1982 : à cette date - avant laquelle les concessions des compagnies auront expiré (1) - la S.N.C.F. cessera d'exister et l'Etat pourra, s'il le souhaite, prendre directement possession de l'exploitation. A vrai dire, la situation ne sera guère différente de ce qu'elle est actuellement, où la S.N.C.F. est entièrement soumise à l'autorité étatique. Néanmoins, en droit, la S.N.C.F. demeure une société commerciale, régie, en règle générale, par le droit commercial.

La S.N.C.F. est gérée par un Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale des actionnaires et la Direction Générale.

Le Conseil d'Administration joue, surtout en la personne de son Président, un rôle très important au sein de la société. Il est composé de 20 membres : 10 représentent l'Etat et sont désignés par le gouvernement, parmi les membres des grandes administrations et grands corps de l'Etat, 5 représentent les actionnaires, 5 représentent le personnel et sont nommés sur proposition des organisations syndicales.

Le Président du Conseil d'Administration est choisi par le gouvernement parmi les membres représentant l'Etat. Il a voix prépondérante en cas de partage des voix au Conseil d'Administration. Ses attributions sont considérables, par suite des délégations qui lui sont régulièrement consenties par le conseil. Il possède de larges pouvoirs de gestion; il établit le budget; il nomme le directeur général, qui dépend donc directement de lui.

L'assemblée générale des actionnaires présente certaines caractéristiques des assemblées de sociétés anonymes. Mais ses pouvoirs sont très réduits : en droit, parce que l'essentiel des décisions relève de la compétence du conseil d'administration et de son président; mais surtout en fait, parce que les délibérations étant prises à la majorité, le représentant de l'Etat qui dispose de 51% des actions possède à lui seul un véritable pouvoir de décision.

Depuis 1971, les relations entre l'Etat et la S.N.C.F. ont été profondément modifiées en vue de lui accorder une véritable autonomie de gestion.

Aussi, à la suite du rapport Nora, les relations entre l'Etat et la S.N.C.F. ont été profondément modifiées dans le double objectif d'assurer une réelle autonomie de gestion à la Société et de la débarrasser d'un certain nombre de charges indûes afin d'en faire une entreprise dont les conditions de gestion soient aussi proches que possible de celles des autres entreprises de transport du secteur privé.

Ces transformations qui ont fait l'objet d'avenants à la Convention de 1937 signée le 27 janvier 1971, peuvent être regroupées en trois grandes catégories :

- liberté de gestion;
- normalisation des comptes;
- harmonisation des conditions de concurrence.

En contrepartie de cette plus grande liberté, la S.N.C.F. devra assurer seule son équilibre à partir de 1974."

(1) Les actions A sont progressivement amorties depuis 1937.

b. QUESTIONS.

- 1.. a) Les entreprises publiques vous semblent-elles poser des problèmes particuliers ?
- b) Tentez d'en dégager les caractéristiques essentielles.
- c. Analysez les trois propositions :
- liberté de gestion;
 - normalisation des comptes;
 - harmonisation des conditions de concurrence.

Quelles seront les conséquences de leur mise en application ?

2. Réfléchissez sur le poids économique des grandes entreprises nationales. (Source : Les comptes et agrégats. *Collections I.N.S.E.E.* - Série C - n° 52/53 - 1976).

Valeur ajoutée brute

(en millions de F courants)

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
39 721	42 802	45 255	49 575	54 892	65 999	75 475

3. Pour la première fois, en 1973, figurent dans le classement de la revue *Entreprise*, des entreprises publiques. Pourquoi ? Comment se situent les entreprises publiques dans les 25 premiers groupes français ? en 1973 ? en 1976 ?
4. Le poids des entreprises publiques est-il comparable dans tous les pays ?

Secteur public en Europe : l'Autriche a sûrement le plus gros, peut-être le meilleur				
PAYS	Investissement public en % du total national	Investissement public industriel en % du total national (*)	Part du secteur public dans l'emploi total industriel en % (*)	Principaux secteurs où le secteur public est présent, dans l'industrie
Autriche	35	50	45	Energie, métallurgie, mécanique
France	33	7	10	Energie, auto
Italie	30	35	30	Energie, sidérurgie, chantiers navals, textile, construction mécanique, alimentation
Grande-Bretagne	29	10	10	Energie, acier, auto, nucléaire
Suède	25	25	20	Energie, acier, textile construction navale
Allemagne	21	10	15	Energie, acier

(*) Industrie manufacturière, hors énergie et communications. Source pour les chiffres : Ch. Stoffaes et J. Victorri. *Nationalisations*, Flammarion, Paris.

(Source : "L'ombre menaçante du secteur public" - *Vision*, février 1978)

III. THEMES DE REFLEXION ET ETUDE DE TEXTES

1. Pourquoi les revues d'économie (Entreprise, Fortune, Vision, etc...) sont-elles passées du classement des entreprises par pays à un classement par secteurs d'activité ?

2. Comment expliquez-vous que l'Etat ait été amené à signer des "contrats de programme" avec les entreprises publiques, à les abandonner dans la période 1974-1975 et à y revenir actuellement ?

3. a. Il existe en France des coopératives de consommation.
Exemple :

COOP en 1972	{	7 milliards de chiffre d'affaires
		5% de la distribution alimentaire en chiffre d'affaires
		n° 3 des ventes par correspondance
		n° 5 des hypermarchés
		30 sociétés régionales sous la marque COOP réalisent 92% du Chiffre d'affaires de COOP
		3 millions de familles associées

Objectif COOP 1975 : 10 milliards de chiffre d'affaires. Cet objectif a-t-il été atteint ?

b. Règles de ROCHDALE : principes de base des coopératives de consommation :

1. Adhésion LIBRE.
2. Contrôle DEMOCRATIQUE (1 homme 1 VOIX).
3. Distribution aux MEMBRES de l'excédent au prorata de leurs opérations avec la SOCIETE.
4. Intérêt limité au capital.
5. Neutralité politique et religieuse.
6. Vente au comptant.
7. Développement de l'EDUCATION alimenté par un prélèvement sur les trop perçus.

Question : Le saviez-vous ? Sinon pourquoi ? Ces principes ont-ils contribué ou non au succès des coopératives de consommation ?

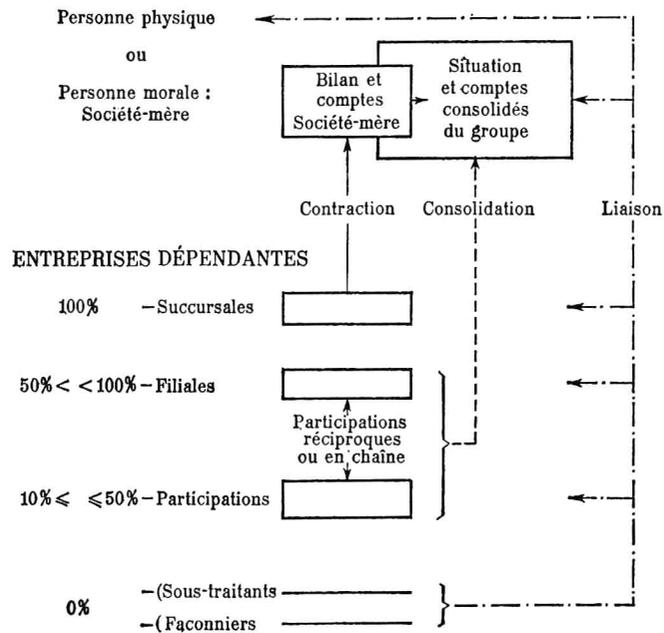
4. Qu'est-ce qu'un groupe ? (1)

"La distinction fondamentale à opérer entre, d'une part, l'entité économique unique formée par le Groupe et, d'autre part, les entités juridiques distinctes constituées par chacune des entreprises qui le composent, amène à étudier successivement son aspect économique et son aspect juridique. Son aspect fiscal fera ensuite l'objet d'un examen particulier, compte tenu de son intérêt.

Un groupe est l'ensemble constitué par les entreprises liées financièrement et économiquement qui dépendent d'une entreprise qui en assure la direction et le contrôle."

(1) J. CORRE - La consolidation des bilans - Les comptes de groupe - Dunod Entreprise - 1975.

ENTREPRISE DIRIGEANTE



La notion de groupe, si elle est une réalité économique, n'a pas d'existence juridique. Le droit français, en avril 1974, ne l'a toujours pas reconnue (voir les comptes rendus des affaires WILLOT, d'une part, et Alain BOURGEOIS, d'autre part, dans la presse des mois de février et mars 1974). Quelles conséquences cette lacune juridique peut-elle entraîner, pour les entreprises et pour l'économie en général ?

5. Une société "holding" est une société financière (sans activité commerciale ou industrielle propre) qui détient le contrôle de sociétés exploitantes et en assure l'animation et la coordination.

Depuis quelques années, en France, beaucoup de sociétés industrielles, à la tête de groupes importants, se sont transformées en sociétés holding (Peugeot, Rhône-Poulenc, PUK, etc...). Pourquoi ?

6. Coopératives ouvrières : les aventuriers de l'autogestion ? (Source : les Informations, n° 1492 - 17 décembre 1973, article de Richard ARZT).

"Ils sont 34 000 en France à avoir choisi de travailler dans des entreprises qui leur appartiennent. Des entreprises où le capital est détenu par le personnel et où les bénéfices non réinvestis sont partagés. Des entreprises où les pertes éventuelles sont subies par tous, mais dans lesquelles la gestion est collective. Des entreprises où les administrateurs sont issus de la base, élus et contrôlés par elle. Des entreprises où le rôle de chacun, à l'assemblée générale, n'est en rien proportionnel à sa part de capital : un homme, une voix. Bref, des entreprises d'un genre particulier : les sociétés coopératives ouvrières de production, les SCOP.

Les coopératives : un système directement issu de la tradition utopiste du XIX^{ème} siècle. Elles ont d'abord été - dans les années 1830-1848 - la première réaction organisée des ouvriers contre les abus du capitalisme naissant. Ecrasées sous le Second Empire et après la Commune, elles progressent dans les périodes socialement agitées : 1919, 1936, 1945, 1968. Mais les finalités n'ont pas changé : pour ceux qui choisissent de se grouper ainsi, il s'agit toujours de garder la plus-value de leur travail; ils parlent de liberté, de prise en main de leur destin, du goût de travailler à leur façon.

Le but ultime n'est pas pour autant de faire du profit; comme aux origines, on veut que les relations dans l'entreprise soient "différentes"; on cherche avant tout la camaraderie, la fraternité, le sens du bien commun... Projet réfléchi et ambitieux dont on constate historiquement qu'il a surtout été le fait d'ouvriers qualifiés, ayant un haut niveau technique; c'est à partir d'une bonne connaissance de leur métier qu'ils s'interrogent sur les conditions dans lesquelles ils l'exercent".

Réfléchissez et commentez. Quelle peut être la position de cette forme d'entreprises dans la société actuelle?